L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

NOUVELLE-ORLÉANS, VENDREDI MATIN, 12 JUIN 1885.

58ème Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 12 JUIN 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

VENTES À L'ENCAN DE CE JOUR

Par H. Stern & Co. dans leur salle d'encan 38 Chartres, bottes, souliers et brodequins.

Notre Exposition et la Presse du Nord.

De tous les journaux du Nord et de l'Ouest qui se sont occupés de l'Exposition de la Nouvelle Orléans, celui qui en a parlé avec le plus de sens, d'impartialité, de connaissance approfondie de la question qu'il traitait; qui ait, en un mot, donné la note la plus exacte, la plus juste, est incontestablement le *Times*, de Chicago, dans un article que nous avons sous les yeux. Mieux que tout autre, il en fait ressortir les incalculables conséquences. Il prouve, jusqu'à l'évidence, qu'elle a produit une véritable révolution économique dans le pays, précisément la révolution économique dont l'Union avait besoin et qu'elle attendait avec impatience.

Selon lui—et nous avons toujours été, nous serons toujours de cet avis, nous ne broncherons jamais sur ce sujet—on l'a établie là où il fallait qu'elle le fût; elle a eu lieu au moment juste où il fallait qu'elle eût lieu, et dans les conditions où il était nécessaire qu'elle eût lieu.

"Depuis dix ans, dit-il, nous voyions les capitaux, les immigrants commencer à prendre la direction du Sud. Le Nord, les étrangers avaient quelques notions vagues de la valeur de ses champs de coton et de riz, de ses vastes prairies, de ses grras paturages, de ses richesses minières, soit en charbon, soit en minerai, mais ils ne pouvaient s'en rendre un compte exact. Il fallait, d'abord, qu'il lui fût permis de dévoiler ses ressources, de varier ses cultures, d'exploiter ses mines, de développer ses fabriques, ses usines, de multiplier ses lignes de voies ferrées, d'étendre son enseignement et d'en élever le niveau. Tout cela ne pouvait s'opérer qu'avec la paix intérieure, que quand il serait délivré des tyrannieux qui, depuis la guerre, l'avaient ruiné, réduit à l'impuissance.

"La révolution politique était achevée, la révolution économique était en train de s'accomplir; la réforme était partout; par tout, le progrès et le développement des trésors enfouis dans les entrailles de la terre ou gisant à sa surface, maintenus jusque-là et inexploités. Il ne manquait plus qu'une occasion pour les étaler aux yeux du monde étonné, pour attirer définitivement de ce côté les capitaux et les bras qui hésitaient encore. C'est ce qu'a fait l'Exposition, et elle l'a fait juste à temps et avec un à-propos saisissant. Aussi le coup est-il porté, l'ébranlement donné, le mouvement décidément imprimé; on ne l'arrêtera plus."

Convenons-en—il était impossible de mieux raisonner la situation, de montrer une plus parfaite justesse de coup-d'œil.

"Alors, ajoute le *Times*, que toutes les ressources de cette section étaient mises à jour, prêtes à être exploitées en grand, il suffisait d'une simple Exposition où l'on pourrait les y voir étalées dans un ordre exquis, parfaitement classées et mises en ordre, pour que le monde entier, en comprit, immédiatement, toute la valeur. En six mois, de cette façon, on en a fait plus qu'en dix ans, par les moyens ordinaires." L'article dont nous parlons en donne une preuve palpable. L'auteur a évidemment parcouru le *Government Building*, pas à pas, allant d'Etat en Etat, s'arrêtant surtout à ceux qui étaient le moins connus, et, par conséquent, méritaient plus que les autres, d'attirer toutes ses attentions. On reste étonné de la connaissance exacte qu'il manifeste des richesses minières de l'Alabama, du bas prix auquel on y livre les charbons ainsi que le fer brut et travaillé. Il a été particulièrement frappé, émerveillé d'avoir pu se renseigner sur toutes ses choses avec une facilité, avec une rapidité qui tiennent du prodige.

Il recherche ensuite les causes de ce que l'on a appelé l'insuccès financier de notre Exposition. Sait-on où il trouve la principale? Dans les mauvais vouloirs du Nord, dans son refus de contribuer soit par ses souscriptions, soit par sa coopération. à l'éclat de ce grand tournoi national. La Direction a frappé à toutes les portes pour obtenir secours et appui. Partout, ou presque partout, elle n'a rencontré que des fins de non recevoir; elle n'a essuyé que des rebuts. On ne pourrait, citer peut-être qu'un seul souscripteur large, généreux—Peter Palmer, de Chicago, qui a versé $1000.

Toutes les sollicitations adressées aux différents Etats et territoires n'aurait probablement abouti qu'à un résultat ridicule, si la Direction ne s'était engagée à offrir une indemnité de $5000 à chacun d'eux, pour les aider à payer les frais de leur partie de leurs dépenses—comme s'ils en devaient pas bénéficier, au centuple, de leur participation à cette fête solennelle de l'industrie. C'est ainsi, en faisant des avances, qu'on a obtenu cette admirable exhibition panoramique de toutes les richesses de l'Union—idée toute nouvelle qui n'avait jamais traversé l'esprit d'aucun européen, d'aucun américain, et dont la réalisation a produit, sur le public des deux mondes, une si profonde sensation.

Est-ce à dire qu'il n'ait rien à reprocher à notre Exposition? Non, certes; elle avait un grand défaut, c'était d'être pressée d'opérer la Nouvelle-Orléans—non pas à cause de la position géographique de notre ville, que le journal trouve, au contraire, à ce point de vue, exceptionnellement heureuse—il était impossible de faire un meilleur choix, on ne pouvait même faire que celui-là—mais à cause des marécages qui l'entourent, du déplorable entretien des rues, de l'absence complète de drainage du sol, de l'état honteux des ruisseaux et des égoûts, du mépris coupable de toutes les conditions sanitaires dont on a fait étalage dans la construction des latrines, sur toute l'étendue de la ville—de telle sorte que les matières infectes se trouvent d'écoulement nulle part et sont obligées de s'infiltrer dans le sol, d'où elles s'échappent ensuite en miasmes empoisonnés, délétères. Toutes ces choses sont faites pour affecter péniblement l'étranger accoutumé à habiter des villes moins considérables que la Nouvelle-Orléans, mais où la salubrité a été, de la part des autorités et des citoyens, l'objet de soins particuliers, où l'on ne se fait pas un jeu de la santé publique, et l'on n'abuse pas de l'argent versé par les contribuables.

Cette partie de l'article du *Times*, est fort bien traitée. L'auteur met le doigt sur la plaie, et nous lui en savons d'autant plus de gré, qu'il est animé d'une sincère bienveillance à l'égard de notre Exposition. Si malgré ses défauts capitaux, dit-il, elle a réussi, c'est qu'elle répondait à un besoin impérieux, c'est qu'il fallait qu'elle s'ouvrît, à l'heure marquée et dans le cadre qui s'imposait au monde par ses attractions.

Ces réflexions sont vraies, profondément vraies; elles démontrent qu'il n'y avait qu'un défaut à reprocher à notre grand rendez-vous industriel et agricole, et ce défaut, il ne vient ni de la nature, ni de notre situation géographique, ni même de notre climat, mais de notre négligence et surtout de la négligence de nos autorités.

Quelle grave responsabilité une pareille situation fait peser sur nous! Comprendrons-nous enfin qu'il ne dépend que nous de nous relever, d'attirer ici les étrangers, de transformer le cloaque que nous habitons en une ville propre, élégante, digne de devenir, l'hiver, le rendez-vous des familles riches du Nord et de l'Ouest?

Nous travaillons à assurer, l'automne prochain, la réouverture de l'Exposition dont nous venons de faire la clôture; ne devrions-nous pas profiter des six mois d'intervalle qui nous en séparent, pour prendre des mesures efficaces, afin de ne plus exposer nos visiteurs aux tristes spectacles qu'ils ont eus sous les yeux, l'hiver dernier, aux odeurs nauséabondes qui ont fait fuir bon nombre d'entr'eux, avant l'époque qu'ils avaient fixée pour leur départ?

Le steamer de la ligne transatlantique *Normandie*, parti de New-York le 3 du courant, est arrivé au Havre hier matin, 11 juin.

Le Consul général de France à la Nouvelle-Orléans a reçu la lettre suivante:

Paris, le 23 mai 1885.

Union des femmes de France.
40 bis, faubourg Poissonnière, Paris.

Monsieur le Vicomte Paul D'Abzac, Commissaire Général, Consul Général de la République Française à la Nouvelle-Orléans:

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères m'a fait remettre la somme de Mille Neuf Cent Trente-six francs et Vingt Centimes, (1,936 20) que vous lui avez adressée pour les malades et les blessés de notre armée du Tonkin.

Ce témoignage de sympathie que nos compatriotes de la Nouvelle-Orléans ont donné à notre vaillant corps expéditionnaire nous touche vivement, et c'est avec une profonde émotion que nous vous prions de bien vouloir être notre interprète auprès d'eux pour leur exprimer notre reconnaissance.

Dites leur que dès le début de la guerre notre Société s'est efforcée d'adoucir les souffrances de cette poignée de braves qui tenaient si glorieusement le drapeau de la France, et qui aujourd'hui, grace aux postes de distribution organisés à Saïgon, Haiphong, Obock et Toulon, avec le consentement de Monsieur le Ministre de la Marine, elle espère pouvoir faire plus de bien encore.

Veuillez agréer, Monsieur, avec l'expression de notre plus vive gratitude pour la généreuse initiative que vous avez prise, l'assurance de nos sentiments les plus distingués.

(Signé) La Présidente,
E. KOECHLIN SCHWARTZ.

Chocolats et Confiserie de la Maison Henry Maillard, de New-York.

(Cette maison figure des premières et des plus importantes dans sa spécialité aux Etats-Unis et en Amérique, a obtenu de brillantes récompenses à l'Exposition Universelle de l'Industrie et du Centenaire du Coton dont la clôture vient d'avoir lieu à la Nouvelle-Orléans.

Nous avons publié l'autre jour la liste de ces récompenses.

"Groupe 7—Classe 786.—Henry Maillard, New-York: Meilleur étalage collectif de chocolats médaille de 1re classe—Meilleur étalage de confiserie et bonbons, médaille de 1re classe—Meilleur chocolat, médaille de 1re classe.

Ce n'est pas seulement ici, d'ailleurs, que la maison Henry Maillard a obtenu les plus hautes récompenses; des médailles d'or lui ont été décernées à New-York en 1853, à Paris en 1867, à Vienne en 1873, à Philadelphie en 1876, à Paris encore en 1878, enfin à Boston en 1883.

Samedi dernier, 6 juin, M. Henry Charaut, représentant de M. Henry Maillard, a remis de ce dernier aux représentants des orphelinats de notre ville dont les noms suivent, environ sept cents livres de confiseries et chocolats. C'est à dire les produits mêmes qui avaient obtenu les plus hautes récompenses à l'Exposition et avaient été classés au dessus de toute concurrence.

	Orphelins
Orphelinat de l'Immaculée Conception	117
du Mont-Carmel	155
catholique de Ste Marie	277
de St Vincent	217
des protestants épiscopaux	59
Allemand protestant	129
Soit un total de	1054

Voici le témoignage que les juges du groupe 7, classe 706, ont livré à M. H. Charaut, représentant de M. Henry Maillard:

"Nlle-Orléans, ce 8 juin 1885.

Cher monsieur

"Nous les juges soussignés du groupe 7, classe 706 à l'Exposition Universelle, affirmons que, quant à l'unanimité nous vous avons décerné la médaille de 1ère classe d'égale d'une médaille d'or pour les meilleurs chocolats qui étaient soumis à notre appréciation, nous avons positivement eu l'intention de vous offrir la récompense la plus méritante, cette médaille de 1ère classe qui vous donne la distinction de vous trouver le premier parmi de tous vos concurrents pour l'exellence de vos chocolats.

"C'est avec sollime et considération que nous nous signons vos très dévoués.

JAS J. BLISS.
F. GISLSON
A. GUGENHEIM"

Nous lisons dans la *République Française*, du 27 mai:

Le ministre de l'intérieur a approuvé hier matin une ordonnance du préfet de police interdisant à Paris et dans le département de la Seine l'exhibition des emblèmes séditieux. Les seuls drapeaux autorisés sont le drapeau national et les drapeaux étrangers. Nous ne connaissons pas encore le texte exact de cette ordonnance; il y aura à voir si les termes dans lesquels elle est conçue n'appellent point des observations; mais on doit dire dès aujourd'hui que les derniers incidents qui se sont produits avaient rendu cette ordonnance nécessaire et qu'elle répond à la plus légitime et à la plus impérieuse exigence de l'opinion publique.

La France ne partage pas encore la suprême indifférence de certains journaux intransigeants qui se demandent ce que signifie toute cette discussion byzantine sur les couleurs et en quoi une étoffe rouge peut porter ombrage au gouvernement de la République. Nous ne nous abaisserons point à discuter une question posée de la sorte par des hommes qui affectent de ne plus rien comprendre aux susceptibilités nationales. Tous ceux qui ont le sens français, à Paris et dans les départements, les populations des nos campagnes, les ouvriers de nos ateliers, les soldats de notre armée, tout ce qui constitue la France et le suffrage universel de la France ne comprend et ne doit connaître qu'un drapeau. Si les journaux auxquels nous faisons allusion ne peuvent s'expliquer quel prix nous attachons aux couleurs nationales, quelle signification la France leur donne, quel attrait impérissable elles ont pour nous, ce serait une entreprise trop difficile que de leur faire comprendre ce mystère.

Le drapeau national et le drapeau rouge parlent assez par eux-mêmes; les commentaires que certaines sectes ajoutant quotidiennement à celui-ci, leurs discours et dans leurs journaux, suffiraient d'ailleurs à éclairer les plus ignorants ou les plus aveugles. La conscience de la France entière se soulèverait à la seule pensée que ces deux drapeaux pussent se trouver côte à côte quelque part ou se rencontrer dans les rues. En voilà assez, et beaucoup trop sur une pareille question. L'ordonnance du préfet de police a été rendue nécessaire par les folies de quelques-uns; nous ne doutons pas que cette ordonnance ne mettre fermement et loyalement appliquée et qu'elle ne coupe court aux entreprises d'un nombre imperceptible d'amateurs de désordres comme aux sophismes de ceux qui voudraient les excuser.

La production du sucre, en France, a baissé de 392,494 tonnes au 15 mai 1884, à 260,911 tonnes au 15 mai 1885.

☞ Voir l'annonce de la pension Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane.

Par ordre du gouvernement mexicain, des médecins ont été chargés d'inoculer, au régiment qui tient garnison à la Vera-Cruz, le virus de la fièvre jaune. Le système suivi est celui du Dr. Carmona.

Le gouvernement avait été frappé des assauts heureux faits au Brésil. Il a voulu suivre l'exemple, mais il a fait, d'abord, vacciner des condamnés. Comme au Brésil, les sujets soumis à l'opération n'ont éprouvé qu'une légère fièvre; dès lors, il n'a plus hésité. Deux praticiens habiles, les Drs. Monsragon et Palacqueloe ont été chargés de vacciner le 23e bataillon. Aucun accident fâcheux n'est survenu, et l'on peut considérer le résultat comme acquis à la science. Les présidents des "Juntas" des différents ports du golfe ont invité les propriétaires à ne pas renvoyer gratis

LA BATAILLE

Au Cimetière du Père-Lachaise,

A PARIS.

On va lire le récit des incidents qui ont ensanglanté la démonstration communarde du Père-Lachaise.

Il ne s'agit pour le moment que d'une minorité turbulente encore facile à mettre à la raison, mais ce sont ces minorités-là qui finissent par avoir raison des gouvernements établis. Pendant dix-huit ans, on nous a assommés avec l'anniversaire du Deux-Décembre! Nous allons l'être par l'anniversaire de mai 1871.

En tout cas, le seul bien que nous ait laissé la République, la tranquillité de la rue, est menacé. Les obsèques de Cournet aujourd'hui, celles d'Amouroux demain, la grève des tailleurs et les violences dirigées par les grévistes contre la liberté du travail, tout cela ne constitue pas un ensemble de faits qui soit de nature à rassurer le commerce inquiet et l'industrie parlysée.

Le gouvernement s'est défendu—en quoi il a eu raison, mais ce courage de l'action qu'ont eu quelques obscurs sergents de ville, le ministère l'aura-t-il devant une interpellation parlementaire?

Nous le souhaitons. Les optimistes diront que le gouvernement devrait laisser faire; que la promenade d'une loque rouge portée par quelques fanatiques n'est pas dangereuse, mais cet optimisme ne tient point contre les faits. On a commencé par amnistier les communards, puis par oublier les crimes de la Commune, puis par les glorifier. Demain on voudra les imposer au pays comme un souvenir sacré.

La République bourgeoise a donc épuisé sa lune de miel! Elle pourrait peut-être se sauver en aiguillant du côté des idées et des intérêts conservateurs! Elle n'osera pas le faire et sombrera en penchant à gauche.—F. M.

Depuis la Commune, il ne s'est rien passé à Paris de comparable à ce que nous avons vu hier au Père-Lachaise. Pour la première fois depuis cette époque, le sang a coulé abondamment. Il y a eu de nombreux blessés, dont deux sont en danger. Nous sommes sorti du cimetière sous le coup de l'impression la plus profonde.

Les fédérés et leurs enfants célébraient l'anniversaire du 24 Mai 1871. Un seul chiffre pourra donner l'idée de l'importance de la manifestation projetée. Vingt-neuf endroits de rendez vous avaient été choisis par les différents groupes.

Tous les manifestants devaient être à deux heures devant le champ des fédérés.

Vers midi, rien ne pouvait faire prévoir les scènes dont nous avons été témoin. On savait seulement que les groupes avaient l'intention de déployer leurs drapeaux, rouges ou noirs, et que la police avait pris ses mesures. Elle consentait à ce que les drapeaux fussent déployés sur la petite partie concédée aux Communistes par le Conseil municipal, mais elle s'opposait absolument à ce qu'ils le fissent auparavant.

Le soleil, dont nous avons perdu l'habitude, rayonnait sur le cimetière. A quelques pas du champ des fédérés, stationnaient une compagnie de gardes municipaux et une quarantaine de gardiens de la paix. Fatigués d'être debout, hommes s'étaient couchés dans les hautes herbes. A distance, les pavements des gardes municipaux faisaient l'effet de coquelicots anticipés. Un vingtaine de communistes, tout au plus, étaient devant le champ, les uns se promenant, les autres assis, fumant la pipe ou le cigare.

Contre le mur, les couronnes de l'an dernier, abîmées par la pluie. Rien de nouveau, sinon un placard imbécile, que vingt vers bolteux criaient: "Vive la Commune!" et demandaient vengeance. Il y avait pourtant à côté de ce placard un poteau, un mât plutôt, qu'on ne remarquait point et qui devait, dans l'après-midi, jouer un rôle prépondérant.

Devant la porte du cimetière, autre spectacle bien différent. Là, c'est la vie dans toute son expansion. Un grand nombre d'agents font la loi sur la foule. Le boulevard, les cafés sont pleins de monde. A tout instant arrivent les voitures. Voici, dans trois fiacres, la rédaction de la *Bataille*. M. Lissagaray est dans le premier. Il a devant lui une immense couronne rouge. D'autres voitures amènent la rédaction du *Cri du Peuple* et ses couronnes. Maxime Lisbonne, lui, arrive à pied. Il est suivi de cinq ou six rédacteurs de l'*Ami du Peuple* et cherche le magasin où il pourra acheter des immortelles..... rouges.

A deux heures moins dix, se montre, couronne en tête, le groupe de la *Jeunesse*. Un des manifestants tient un drapeau noir. Tout le groupe entre dans le cimetière. La, on essaie de dérouler le drapeau. La police intervient, après une petite bagarre, on le remet dans sa gaîne.

Mais d'autres groupes arrivent. Tous sont forcés de passer par cette porte, car on a fermé les deux autres. La même scène du drapeau se reproduit à l'entrée de chaque groupe. Elle prend naturellement, chaque fois, un caractère plus violent. A la nuit, on se bat, les injures répondent aux ordres des agents. Deux drapeaux, que les manifestants s'obstinent à déployer, sont saisis.

—C'est va chauffer là-bas, murmure un gardien de la paix qui ne croyait pas si bien dire.

Le premier groupe approche du champ des fédérés. Il déploie de nouveau son drapeau. Les agents, qui ont reçu des ordres, s'élancent et s'opposent à ce qu'on fasse flotter dans les allées. Les manifestants résistent. Une escarmouche s'engage. Un agent, plus adroit que les autres, prend le drapeau par le haut et le casse net. On veut le lui arracher. De la hampe, il frappe les manifestants les plus proches, se présente vers le champ des fédérés. Un deuxième groupe se présente. Le chef essaie de parlementer.

—Mais il y avait des drapeaux rouges aux enterrements de Gambetta, de la mère de Louise-Michel et de Jules Vallès.

—Nous avons des ordres.

La garde républicaine, voyant que les choses tournent très mal, se lève, se met en rang et fait une promenade militaire dans la longue allée qui aboutit au champ.

—Vive la Commune! s'écrient les manifestants dont le nombre grossit de minute en minute.

Le deuxième drapeau est saisi. Les communistes ramassent des pierres et les jettent sur les agents qui sont loin d'être en nombre. Un de ces derniers, qui a reçu une pierre sur le nez, a la figure tout en sang. D'autre part, un manifestant a le front déchiré. L'officier de paix, M. Auger, leur ordonne de se rendre. Les manifestants se tassent devant le mur, sur lequel ils accrochent des couronnes. Un troisième groupe vient.

Il porte, enroulé, un immense étendard que l'on hisse au haut du mât dont nous parlions tout à l'heure. Le vent le tient, un instant raide comme une lame de zinc, au-dessus du mur.

A cette vue, un immense cri de: "Vive la Commune!" éclate. Les manifestants, qui ignorent les ordres donnés et qui ne s'expliquent pas comment on laisse flotter ce drapeau quand on a brisé les autres, croient que la victoire est vaincue.

Les discours commencent. Il y a en ce moment près de cinq mille personnes dans cette partie du cimetière. Un instant d'accalmie se produit. Les orateurs disent tranquillement tout ce qu'ils veulent. Les manifestants ponctuent les phrases et souvent les coupent en deux par des cris divers: "Vive la révolution sociale! Vive la Commune! A bas la bourgeoisie!"

Vient un nouveau groupe, celui des tailleurs en grève, qui porte en tête un drapeau noir.

Les agents, peut-être épuisés, laissent ce nouvel étendard flotter dans l'allée.

Les manifestants se croient de plus en plus victorieux.

Mais pendant que les orateurs parlent, de gardes républicains paraît au bout de l'allée qui longe le champ des fédérés. Une escouade de gardiens de la paix vient par l'allée perpendiculaire, pendant que d'autres agents se montrent sur les hauteurs.

De nouveaux groupes de manifestants approchent. Ceux-ci, voyant flotter le grand drapeau rouge, s'imaginent qu'ils ont le droit de hisser les leurs. Ce qui ne fait qu'ensuivre. Les gardiens de la paix, bien qu'en nombre de beaucoup inférieur, s'élancent. Ils veulent prendre l'étendard. On leur résiste. Ils vont être battus. Alors ils dégainent. Nous étions à vingt pas de là, sur un tertre.

Ce que nous avons vu on ne se raconte pas. Un Delacroix, seul, pourrait le rendre. Sous le soleil qui éclaire les sabres, il y a un tourbillonnement effréné de bras qui cherchent à se saisir, de gens qui se sauvent, puis reviennent, de cailloux qui sont lancés et retombent. Les sabres se lèvent, s'abaissent, scintillant. Les femmes crient. Les enfants, dans des poses indescriptibles, se cramponnent à leurs mères.

Les manifestants sont rejetés le long du mur, dans un endroit où il y a des tas de pierres. Nous voyons tomber M. Carnat, officier de paix. Les uns disent qu'il a été frappé d'un "coup de poing", les autres qu'il a reçu un énorme pavé sur la tête. Comment le savoir? M. Carnat n'est que depuis trois jours chargé du service de la brigade centrale.

Quelle entrée en fonctions! On l'emporte; mais sa blessure redouble la colère des agents. D'autres drapeaux se montrent. Les mêmes scènes se reproduisent. On fait charger alors la garde républicaine. Un des gardes, se trouvant isolé, est pris, entraîné, désarmé. Un autre, la baïonnette au fusil, se précipite sur un des manifestants dont on ne distingue que le paletot jaune. La baïonnette pénètre dans la poitrine.

L'homme tombe.

—Il est mort, fait quelqu'un d'une voix sourde

Jamais je n'oublierai le silence effrayant qui se produisit après ce mot. Soldats, agents et manifestants, tous étaient consternés.

Mais cela ne dura qu'un instant. Pendant qu'on emporte le blessé, les manifestants se baissent, ramassent des pierres, les jettent, en même temps qu'ils vomissent des injures.

On n'entend bientôt plus que celle-ci, répétée par mille voix: Assassins! Assassins!

Beaucoup voudraient se sauver, mais de quel côté se diriger? Tout est cerné. Et au milieu, les agents, toujours le sabre au poing, courent, poursuivant les manifestants. Leur officier de paix, M. Auger, veut les retenir.

—Sabre au fourreau, crie-t-il.

Mais est-ce qu'on arrête une force déchaînée? Ils s'élancent même sur ceux des journalistes qui sont restés en cet endroit. Notre confrère Dubreuil est bousculé dans un ravin. Notre confrère du *Temps* est poursuivi par cinq agents. Nous-mêmes, un moment, nous voyons vingt sabres autour de nous.

—Ne mais je suis journaliste, voyons!

M. Lalmand, commissaire de police aux délégations, supplie les agents de se contenir. Pâles, l'œil fulgurant, ils ne sont plus maîtres d'eux. Les femmes hurlent. A côté de nous, il en est une, âgée de vingt-cinq ans à peu près, assez bien mise, qui, montrant le poing à ses amis, leur crie:

—Lâches, vous ne savez plus même défendre vos femmes. Vous êtes en majorité. Il fallait sauter sur les agents et les désarmer. La première fois que je viendrai au cimetière, j'aurai mon revolver!.....

A quelques pas, il y a, seul près d'un arbre, un marchand de journaux qui, tout à l'heure, vendait le *Réveillé*.

Un agent, éperdu, s'élance sur lui, le sabre levé.

L'homme ouvre son pardessus, et, montrant sa poitrine:

—Frappez, dit-il.

L'agent remet son sabre au fourreau et va rejoindre son officier de paix.

Mais les épisodes abondent. C'est un véritable champ de bataille où chaque coin est intéressant.

A la fin les agents, qui ont encore reçu des renforts, sont maîtres de toute cette partie du cimetière.

La où il y avait tant de monde une heure auparavant, il n'y a plus qu'un grand vide.

Le sol est jonché de casquettes, de lambeaux de drapeaux et d'habits. Çà et là des gouttes de sang.

Il est trois heures et demie. Il y a un peu plus de deux heures que cela dure. Les manifestants ont été invités à se rendre à la salle Graffart où doit avoir lieu un meeting. Ils se retirent. On a le droit de sortir du cimetière. On n'a plus celui d'y entrer. A la porte, sont MM. Clément, commissaire aux délégations, Mantre et Gutzwiller, officiers de paix, au milieu d'un nombreux groupe d'agents qui sont consternés.

Tout près de l'entrée, dans l'un des bâtiments du cimetière, est M. Carnat, qui, disent-ils, peut mourir d'un moment à l'autre.

Parmi les personnes qui sortent, nous reconnaissons M. Vaillant, conseiller municipal, qui promet que ses amis de la Chambre iront rpelleron demain le gouvernement sur les faits qui viennent de se passer.

Ancien membre de la Commune, il va délibérer avec les survivants du gouvernement insurrectionnel sur l'attitude à prendre à l'occasion des obsèques de son ancien collègue Cournet.

La plupart des communistes s'aliguèrent des blessés et vont aux nouvelles.

Les autres se rendent salle Graffart. Nous les suivons.

Duprat est déjà à la tribune.

—Citoyens, dit-il, j'apprends à l'instant que cinq de nos amis ont succombé, victimes d'un assassinat de tout à l'heure.....

Le temps de Duprat est terminé. Tous les citoyens veulent révolutionnaires doivent faire des provisions de pétrole et d'essence, pour incendier les monuments publics."

Puis c'est le tour de Digeon:

"—Citoyens, je tiens d'abord à vous faire connaître qu'en agissant comme il l'a fait tout à l'heure, le gouvernement a violé les lois. Selon celles-ci, en effet, il eût dû faire trois sommations, et je constate qu'il en a été tout autrement. J'invite les révolutionnaires à ne sortir désormais qu'avec un revolver."

Rappelons aux gens qui nous gouvernent, qu'avant d'être au pouvoir, ils étaient, eux aussi, révolutionnaires."

Chabert lui succède à la tribune:

"Je m'engage sur l'honneur à demander au conseil municipal la mise en accusation du ministère..... Je ne comprends pas comment la Révolution tarde tant à éclater. Quant à moi, je suis prêt à mourir pour elle.....

Bref, on se félicite d'avoir, cette semaine, l'occasion de se venger et de faire la révolution. Tous les citoyens sont invités à se munir de revolver pour l'enterrement de Victor Hugo et à faire une panique en tirant sur le premier "sergot" qui se mêlera de quelque chose. "L'occasion est unique et nous serions bien coupables de n'en pas profiter."

La proposition est adoptée et la séance est levée au cri de "Vive la Commune!"

Nous apprenons, dans la soirée, que trois des blessés qui été portés à l'hôpital Tenon. Nous allons prendre de leurs nouvelles. Nous nous croisons avec le docteur Felizot qui vient de les soigner.

Le manifestant qui a reçu un coup de baïonnette s'appelle Désiré Joachim. Il a trente et un ans, il est né à Toul.

L'arme a pénétré dans la poitrine, à droite, dans le quatrième espace intercostal. Il a au poumon une blessure très légère, mais il y a un épanchement de sang dans la plèvre.

Il avait reçu auparavant un coup de sabre sur le cou, mais cette blessure n'est que superficielle.

Le docteur, après avoir pansé les plaies et appliqué une ventouse sèche, a pratiqué des injections d'éther et fait prendre au blessé une demi-bouteille de champagne. Il se refuse à donner son diagnostic.

Le deuxième blessé est le gardien de la paix qui a reçu une pierre sur le nez. Nul danger à craindre.

Le troisième est un agent en bourgeois qui a reçu un coup de canon de fusil sur le côté droit de la poitrine. Blessure insignifiante.

Autour de l'hôpital, il y a un grand nombre de manifestants qui réclament le *oadavre* de leur ami.

—On le cache, crient-ils. On veut l'enterrer secrètement. Il est à nous..... Nous l'exigeons.

Ils ne veulent pas accepter les nouvelles qu'on leur donne.

En réalité, à part M. Carnat, dont l'état est toujours inquiétant, et le manifestant Joachim tous les blessés vont assez bien.

De nombreuses arrestations ont été opérées, mais une vingtaine d'individus seulement ont été gardés au poste.

Quelles vont être les conséquences de la journée?

Elles seront vraisemblablement graves.

En tout cas, il est à craindre que ces faits ne renouvellent à l'enterrement de Cournet, qui aura lieu aujourd'hui à une heure.

CHARLES.

P. S.—Voici maintenant les renseignements complémentaires qu'on a pu obtenir de la Préfecture de police.

Le gardiens de la paix qui été blessés, mancipation du 17e arrondissement.

M. Carnat a été transporté chez lui. Le crâne n'est pas fracturé. On peut donc espérer qu'il n'y aura aucune complication grave.

Le nombre des manifestants arrêtés est de 18. Trois autres sont à l'hôpital.

Hier soir à dix heures a eu lieu dans les bureaux de l'*Intransigeant*, une réunion des principaux directeurs et rédacteurs de journaux radicaux. Etaient présents, entre autres, MM. Rochefort, Clémenceau, Lissagaray, Mayer, de la *Lanterne*.

Ces messieurs, tout en blâmant l'attitude de la police, naturellement, ont résolu d'inviter la population au calme, et les divers organes de leur parti publieront, ce matin, une protestation signée de 1,800 noms.

(*Le Figaro* du 25 mai.)

☞ Voir l'annonce de la pension Gonthier—pension privée—à Covington, paroisse St. Tammany, Louisiane.

Décédé le 8 juin à midi et demi à Martinique Plantation près St Martinville Louisiane à l'âge de 49 ans et 8 mois A. A. CANON, fils de feu le juge Etienne A. Canon.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré SAMEDI prochain, 13 juin à 7 heures du matin à l'Eglise Notre Dame de Bon Secours, rue Jackson pour le repos de l'âme de feu JEAN MARIE ABADIE. Les parents et connaissances sont priés d'y assister.

De la part de sa veuve et de son fils.

7 juin—7, 11 12.

MESSE FUNÈBRE.

Une messe funèbre sera célébrée samedi, le 13 mai 1885, à l'Eglise Ste Thérèse, coin des rues Prytania et Erato, à 7 heures du matin, pour le repos de l'âme de feue MARIE DUBARRY. Les amis et connaissances des familles J. Dubarry et G. Belbèse sont priés d'y assister

9 juin—5f

B. TREMOULET,
Une Docteur, No 7, rte à vie in Poete
Vins de Bordeaux des meilleurs crûs, rapés de maisons de premier ordre.
Sherries de Duff, Gordon & Co, de Pedro Domecq, etc.
Porteo de Sandeman & Co, Offley, Grassy & Forrester.
Champagnes de toutes marques en rement.
Vieux Whiskies, Cognacs, Rhums, Genièvres, etc.
Vins de Californie de toutes sortes.
Vin de St-Vincent véritable, etc, etc, etc.
A UNE PETITE MAR PRIX.

WEST END!
FEU D'ARTIFICE.
Première Grande Exhibition Complimentaire de la saison.
SAMEDI SOIR,
13 JUIN A 8:30 HEURES.
Ce feu d'artifice a été spécialement manufacturé pour cette occasion par Detwiller et Street New York, et sera tiré par Geo. W. Weingart, et sera à la hauteur des feux d'artifices du West End.
PROGRAMME.
1. Grande Illumination, tricolore, avec batterie.
2. Phantom Circles.
3. Bombes en couleurs de six pouces.
4. Kaleidoscope.
5. Display of Dragon and Bombshell Rockets.
6. Sparkling Caprice and Egyptian Circlet.
7. Six inch Colored Bombshell.
8. Yankee Wind Mill.
9. Display of Firefly and Comet Rockets.
10. Six inch Colored Bombshell.
11. "Good Luck" with Horse Shoe.
12. Grand Bombette Fountain.
13. Grand Final. Flight of 500 Colored compound Rockets.
Rockets etc., during firing.
Gratis pour tous. Gratis pour tous.
Presse les chars coin des rues Canal et Caron delet. Les trains partent toutes les 15 minutes Prix 15 cents, aller et retour.
Attention pour le Grand "Display" du 4 juillet.
11 —3f

ELIXIR ALIMENTAIRE
DE
DUCRO.
Son principe la viande pure, est scientifiquement combiné avec des substances médicales qui lui donnent des propriétés stimulantes merveilleuses. Les forces vitales sont régénérées sans digestion. Il est inappréciable dans les cas de fièvres typhoïdes, jaunisse et convalescence et donne gnes. Il est hautement recommandé par les principaux médecins de Paris comme un tonique pour les personnes du pays, aussi les pharmaciens et droguistes
1er mai—1 an—V

ETABLIE EN 1832
MAISON de MEUBLES ROYALE
33 et 35 rue Royale
GRANDE OUVERTURE,
JAMES McCRACKEN annonce respectueusement aux résidents de cette ville et des villes avoisinantes, qu'il occupe son nouveau local et y a un vaste fonds de meubles dans et ordinaires, comprenant en partie d'ameublements de Chambre à Coucher, de Salons, de Salles à Manger, de Porte-Chapeaux, "Sideboards," Chaises Rotin et Roseaux; le tout des derniers genres sera vendu à des prix défiant la concurrence.
Un grand assortiment d'articles E. D. pour le commerce de la campagne.
Avant d'acheter venez examiner le fonds.
JAMES McCRACKEN,
33 et 35 Rue Royale.

Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands de la Nlle-Orléans.

No 104, RUE DU CANAL.

Trente-neuvième Etat Annuel.

LA Compagnie publie l'état suivant conformément aux dispositions de sa Charte:

Primes reçues durant l'année expirant le 31 mai 1885, y compris les primes non échues de l'année précédente—	
Sur les risques d'incendie	$232 018 08
Sur les risques maritimes	13 921 98
Sur les risques de rivières	14,786 77
Primes totales	$260 026 83
Moins primes non échues	72 317 00
Primes nettes acquises au 31 mai 1885	$188 309 83

PERTES PAYÉES:

Sur les